

14 . Adhésion à l'Association nationale des villes et territoires accueillants

Mme la maire, chers collègues,

La question migratoire a suscité des échanges constructifs lors de la dernière réunion de la commission des affaires sociales et solidarités. L'éventuelle adhésion de notre ville, ce soir, à l'Association nationale des villes et territoires accueillants (ANVITA) a également fait l'objet d'un débat passionné de même ampleur. D'ailleurs, le manque de recul sur les activités de cette association n'a pas altéré la qualité des débats et n'enlève en rien son ambition, tout à fait louable, de venir en aide aux migrants.

Comment pourrait-il en être autrement ?

Le contexte international, national et surtout local nous oblige à aborder la question des migrants avec sérieux et discernement, mais avant tout, avec humanité. En effet, la situation des migrants est devenue un véritable enjeu de société pour l'Europe, et a fortiori, pour la France pour les années et décennies à venir de sorte qu'il est de notre devoir de s'en saisir à bras le corps si nous voulons aller dans le sens de l'histoire.

Pour ce faire, nous avons consulté le site internet de l'association pour se forger une opinion plus précise. L'association reconnaît sur son site la prééminence de l'Etat français en matière d'immigration. Je cite : « *l'Etat est compétent dans l'établissement des politiques migratoires et d'asile sur le territoire* ». Cette souveraineté de l'Etat, en matière de politique migratoire, ne nous empêche pas d'agir collectivement, elle nous permet même de le suppléer sur le territoire communal. Mieux, ce cadre tracé par la République devrait nous servir de boussole pour orienter nos actions afin de secourir, comme il se doit, les personnes en situation de détresse.

La situation des migrants interpelle au premier chef les membres de notre groupe, Schilick pour tous. En effet, notre liste a présenté pas moins de 10 colistiers issus de l'immigration durant l'élection municipale anticipée de 2018. Soit plus d'un quart de la liste. Ce quart est toujours visible sur les 9 élus, que compte l'opposition actuelle. Comment voulez-vous que nous ne soyons pas investis de cette problématique, avec un effectif aussi conséquent de personnes issues de l'immigration dans nos rangs ?

D'ailleurs, les caricatures et les amalgames de l'époque ont blessé plus d'un, en nous identifiant pour ce que nous ne sommes pas, et pour ce que nous ne serons jamais. Ces colistiers de Schilick pour tous sont les exemples vivants de la réussite des parcours de migrants ou de leurs enfants au sein de la République française, que j'ose qualifier d'intégration réussie. Si toutes les listes avaient fait confiance autant que nous à cette population, alors nous aurions fait beaucoup pour elle, dans son accueil au sein de la communauté nationale.

Nous souhaitons que les migrants actuels puissent aussi s'inscrire dans un parcours d'intégration similaire, dans le respect des principes républicains. D'où notre étonnement du communiqué de presse, en date du 27 septembre 2018, de ANVITA, l'association à laquelle nous sommes censés adhérer, où il est dit clairement, je cite « *d'accueil inconditionnel* ». Expression, qui nous laisse dubitatif

à bien des égards. Comment peut-on imposer l'accueil des migrants à Schiltigheim sans qu'il y ait quelque condition que ce soit ?

Mais n'allons pas plus loin dans la polémique ce soir, car l'heure est à l'urgence.

L'urgence de la situation de cette famille kosovare, qui nous a tous indignés et profondément émus. D'ailleurs, notre groupe tient à saluer la mobilisation autour de cette famille de migrants. Mobilisation, qui a permis, entre autres, de trouver une solution d'hébergement, même si celle-ci est temporaire. En effet, derrière le terme de migrant, on oublie souvent qu'il y a des hommes, des femmes, des pères et mères de famille ; mais aussi des enfants. Nous sommes bien évidemment sensibles à « *la condition humaine* », pour faire écho à ce roman éponyme d'André Malraux, où des hommes se surpassent pour triompher de leur destin.

Dans tout les cas, madame la maire, chers collègues,

On ne peut se contenter d'une simple posture morale, alors **notre groupe veut donner une chance à cette adhésion, en la votant**. Prenez ce vote comme une main tendue, pour que nous fassions cause commune face à la détresse humaine. Il s'agit aussi d'une marque de solidarité envers les plus fragiles, car il est impératif que le Conseil municipal soit uni pour apporter les réponses adéquates à cette situation. Il nous appartient, ensemble, d'être à la hauteur des valeurs humanistes de la France en restant dignes et responsables.

- Dignes, en étant fidèles à notre tradition républicaine ;
- Responsables, en tenant compte de nos capacités réelles d'accueil.